
Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 FÉVRIER 1921.

Projet de loi concernant la revision des listes électorales ⁽¹⁾

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION (2), PAR M. PUSSEMIER.

MESSIEURS,

La loi du 31 mars 1920 stipule que les listes électorales dressées en vue des élections législatives du 16 novembre 1919, listes qui furent définitivement arrêtées le 25 octobre de la même année, seront remises en usage pour toutes les élections législatives auxquelles il serait procédé après le 16 novembre 1919 jusqu'au moment où de nouvelles listes électorales auront été définitivement établies et qu'il ne sera pas procédé en 1920 à la revision des listes électorales.

Si donc des élections législatives étaient faites avant le 1^{er} janvier 1922, ne pourraient y prendre part que les électeurs qui seraient inscrits sur les listes du 25 octobre 1919. En effet, par application des prescriptions des articles 54 et suivants du code électoral qui sont toujours encore en vigueur, la revision des listes du 25 octobre 1919 ne commencerait que le 1^{er} juillet 1921 et elle ne serait terminée que le 1^{er} mai 1922.

Il est donc nécessaire que soient dressées des listes électorales mises à jour, qui comprendront notamment le nom des électeurs qui ont acquis depuis 1919 le droit électoral.

Tel est le but essentiel du projet de loi qui est soumis par le Gouvernement à vos délibérations.

* * *

La rédaction d'un texte de loi permettant de commencer la revision des listes électorales avant le 1^{er} juillet prochain et qui substituerait d'autres

(1) Projet de loi, n° 112.

(2) La Commission, présidée par M. Mechelynck, était composée de MM. De Bruycker, Huysmans, Max, Mechelynck, Pepin, Pouillet, Pussemier, Van Belle. Verachtert.

dates et délais à ceux qui sont fixés par les dispositions du titre III du code électoral était malaisée.

Toutes les listes électorales, les listes des électeurs pour la Chambre et pour le Sénat, celles des électeurs provinciaux et celles des électeurs communaux sont soumises en bloc à revision et, il est à peine besoin de le rappeler, le nom des électeurs est inscrit dans un seul et même cahier.

Or, comme le Gouvernement le souligne dans l'exposé des motifs du projet de loi, si les conditions de l'électorat pour la Chambre des Représentants et celles de l'électorat communal ont été définitivement établies, il n'en est pas de même en ce qui concerne l'électorat sénatorial et l'électorat provincial.

Il faudra lorsque la Constituante aura statué sur l'article 53 de la Constitution, lorsque les conditions de l'électorat provincial auront été arrêtées, prévoir les moyens de faire comprendre dans les listes dont la revision serait en cours les personnes appelées à prendre part aux élections sénatoriales et provinciales.

Le Gouvernement propose donc de commencer immédiatement la revision de la liste des électeurs pour la Chambre et pour la commune; et afin de faciliter l'inscription ultérieure au cahier formant la liste complète de tous les électeurs d'une commune des électeurs sénatoriaux et provinciaux, il vous propose de décider que les dates et délais fixés par les dispositions du titre III du Code électoral seront remplacés, pour la revision des listes en 1921, par ceux que déterminera un arrêté royal.

* *

Le Gouvernement ne pouvait se borner à demander une revision de dates et de délais.

Le Code électoral qui est en vigueur prévoit comme conditions de l'électorat général celles inscrites aux articles 47 et 53 de la Constitution.

Il est donc évident que le texte des articles du titre 1^{er} du code électoral devait être mis en concordance avec les dispositions de l'article 47 nouveau de la Constitution qui vient d'être promulgué.

Aussi le projet de loi comprend-il divers articles qui permettent la rectification indispensable du code électoral.

* *

Tous les textes qui vous sont soumis ne s'appliqueraient qu'à la revision des listes électorales qui serait immédiatement commencée.

La revision définitive du code électoral ne serait abordée que lorsque la Constituante aurait terminé ses travaux.

* *

La disposition essentielle du projet de loi, la détermination par arrêté royal des dates et délais que comporte la revision a été admise par l'unanimité des membres de la Commission.

Des observations ont été présentées à propos de l'examen des articles.
Ces observations sont reproduites ci-après :

ARTICLE PREMIER.

Un membre a demandé que le projet arrêtât également les conditions de l'électorat provincial.

La majorité des membres de la Commission ne s'est pas ralliée à la proposition.

La fixation des conditions de l'électorat provincial a toujours fait l'objet d'une loi organique spéciale; le projet soumis à vos délibérations ne prescrit que des mesures purement administratives; admettre la proposition pré-rappelée aboutirait à mêler la discussion d'une loi organique à celle d'une loi de procédure.

ART. 2.

Un membre a demandé s'il n'y aurait pas moyen de préciser à l'alinéa 3 « le motif d'ordre patriotique » auquel est subordonné le droit de vote reconnu à des électrices.

Il est exact qu'en 1919 au cours de la confection des listes électorales, le droit de vote a été reconnu à des femmes, quelle que soit la raison de la condamnation ou de l'emprisonnement décrétés par le pouvoir occupant.

Votre Commission spéciale ne croit pas qu'il soit possible de nettement définir la portée des mots « motifs d'ordre patriotique ».

Les éléments de fait sur lesquels la définition serait basée manquent : nous ne possédons pas le texte des jugements prononcés par le pouvoir occupant; les registres d'écrou des prisons indiquent rarement le motif pour lequel il fut procédé à l'incarcération d'une femme. Dans ces conditions toute définition qui vous serait proposée par votre Commission risquerait ou bien d'être aussi large que l'est le texte légal ou bien de n'être pas applicable dans des cas où la femme a fait réellement acte de civisme. Ainsi pour ne citer qu'un exemple, comment serait-il possible, sans courir de risque de commettre des erreurs, de déterminer une fois pour toutes quand le transport de lettres a été effectué dans un but patriotique.

Seulement votre Commission croit qu'il est opportun de rappeler à tous ceux qui à un titre quelconque interviennent dans la révision des listes électorales que l'octroi, pour motif d'ordre patriotique du droit de vote à une femme est entouré d'assez nombreuses garanties.

Un arrêté royal du 10 mai 1919 reproduit en note ci-dessous (1) stipule

(1) ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu la loi du 9 mai 1919, sur la formation des listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives;

Vu l'article 68 du Code électoral portant que : « les listes sont dressées d'après le modèle annexé... sauf les modifications à déterminer, s'il y a lieu, par arrêté royal »;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Intérieur,

que toute inscription pour motif d'ordre patriotique d'une femme sur la liste électorale est subordonnée au fait de l'inscription sur un registre spécial, dont la tenue est obligatoire dans chaque commune, de tous les documents quelconques concernant la condamnation ou la détention que peut invoquer l'intéressée en faveur de son droit. Les termes de l'article 3 de cet arrêté sont formels.

De plus une circulaire ministérielle datée également du 10 mai, insérée au *Moniteur* du 12-13 mai précise la portée du texte de l'arrêté royal.

Après avoir rappelé que « si la femme doit l'électorat à la condamnation ou à la détention pour motifs d'ordre patriotique, les circonstances y relatives sont aussi l'objet de procès-verbaux réunis en un registre dont le numéro ou la page sont indiqués dans la colonne en question, et dit qu'aucune forme particulière n'est prescrite pour la rédaction de ces procès-verbaux ».

La circulaire ajoute, et ce passage est à souligner :

« L'appréciation du caractère patriotique de l'acte qui a amené la condamnation ou la détention peut être délicate. Comme le fait remarquer le rapport présenté au Sénat par la commission de l'intérieur, chargée d'examiner le projet de loi sur la formation des listes électorales dont il s'agit, il ne peut être question d'accorder le droit de vote aux nombreuses femmes qui, pendant l'occupation, ont été prisonnières ou détenues préventivement pour avoir fait le trafic des vivres hors du commerce ou avoir passé en fraude, d'une localité à une autre, des denrées ou marchandises; tout au

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Les listes électorales pour le prochain renouvellement des Chambres législatives seront dressées conformément au modèle annexé au présent arrêté.

Art. 2. Les registres spéciaux visés dans la quatrième colonne de ce modèle de liste, colonne réservée aux indications complémentaires tendant à établir l'existence de certaines conditions spéciales de l'attribution de l'électorat aux femmes, sont tenus par les collèges des bourgmestre et échevins.

Art. 3. Dans ces registres seront transcrits intégralement ou par extraits, les documents, procès-verbaux, attestations, affiches, proclamations, etc., établissant notamment : en ce qui concerne les citoyens tués ou fusillés à l'ennemi, les circonstances de la mort (fusillé, électrocuté au passage de la frontière, décès par suite de blessures et contusions, etc.); en ce qui concerne les femmes condamnées ou détenues préventivement, les motifs — d'ordre patriotique — qui ont amené la condamnation ou la détention; la nature de la peine, le lieu et la durée de la détention.

Art. 4. En vue de la formation du registre spécial des citoyens fusillés ou tués à l'ennemi, les bourgmestres des communes sur le territoire desquelles les meurtres ont été commis, dresseront ou feront dresser des procès-verbaux relatant brièvement les faits, indiquant les noms et les dates.

Si la victime était domiciliée dans une autre commune, copie du procès-verbal, dûment certifiée conforme par le bourgmestre, sera transmise aux fins de transcription dans le registre spécial, au bourgmestre de la commune où le citoyen tué avait son domicile.

Art. 5. Les dispositions des articles 66 litt. B, 83 et 84 du Code électoral sont applicables aux registres spéciaux dont il s'agit.

Art. 6. Notre Ministre de l'Intérieur est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 10 mai 1919.

ALBERT.

Par le Roi :

Le Ministre de l'Intérieur,
CH. DE BROQUEVILLE.

contraire, la condamnation ou la détention préventive pour espionnage, pour avoir facilité à nos compatriotes l'enrôlement dans l'armée, justifie le droit à l'électorat.

» Les administrations communales doivent s'inspirer de ces exemples dans leur appréciation.

« L'arrêté royal en date du 10 mai courant, publié au *Moniteur* de ce jour, détermine le modèle de liste électorale applicable aux élections pour le prochain renouvellement des Chambres législatives dans le sens indiqué ci-dessus; il signale l'application aux registres spéciaux visés dans la quatrième colonne du modèle, des dispositions des articles 66, litt. b, 83 et 84 du Code électoral.

» Si donc des inexactitudes de l'une ou de l'autre des énonciations des listes ou registres auxquels elles renvoient sont démontrées ou si la transcription prescrite dans les registres spéciaux fait défaut, c'est à la femme électeur inscrite sur la liste qu'il incombe, le cas échéant, de justifier qu'elle possède les conditions contestées.

» Pour faciliter les recherches à faire dans les registres spéciaux, il est recommandé aux administrations communales d'y joindre un index alphabétique.

» A toute personne qui en fera la demande, le bourgmestre est tenu de délivrer, conformément à l'article 66 litt. B du Code électoral, des extraits de ces registres moyennant une rétribution de 5 centimes par extrait. »

La Commission fait siennes les considérations reproduites ci-dessus.

Elle insiste sur le fait que les décisions prises en cette matière par le Collège des bourgmestre et échevins sont toujours contrôlables et que par le moyen de l'action publique ces mêmes décisions sont soumises à l'appréciation des cours d'appel.

ART. 4.

A l'alinéa 2 un membre, se basant sur le fait qu'à raison du temps plus long dont on a disposé, la liste des électeurs communaux du sexe masculin a été dressée avec plus d'exactitude que la liste des électeurs généraux arrêtée en 1919, a demandé que cette première serve de base à la revision qui commencerait à bref délai.

Cette proposition n'a pas été admise n'ayant recueilli que 3 voix, alors que trois membres la repoussait.

La revision de la liste de 1919 est nécessaire pour permettre l'examen des droits des électeurs qui y figurent, mais qui ne sont pas inscrits sur les listes électorales communales.

Au surplus, le nom des électeurs qui ne figurent pas sur les listes électorales de 1919, mais qui paraissent sur la liste des électeurs communaux seront aisément découverts, la revision des deux listes s'effectuant simultanément et le nom de tous les électeurs tant généraux que communaux étant reproduit sur les feuilles d'un cahier unique.

ART. 5.

Un membre en a demandé la suppression : le travail imposé aux administrations communales déjà surchargées serait considérable ; l'utilité du travail serait discutable, des élections communales n'étant pas à prévoir avant 1927 ; en tout cas la dépense résultant de l'impression de la liste des électrices serait considérable.

La proposition fut repoussée par 4 voix contre 2.

Les élections communales sont toujours possibles ; un conseil communal peut donner sa démission en bloc ; il faut, au moment où la R. P. est applicable aux élections communales prévoir notamment, la possibilité de procéder à des élections pour assurer à des minorités l'occupation de sièges leur revenant ; il ne serait donc pas prudent de renoncer au principe de la revision annuelle des listes.

ART. 6.

A l'alinéa 2 le Gouvernement propose de décider que pour la revision prochaine des listes les conditions de l'électorat devraient être réunies le 1^{er} Janvier 1921.

Un membre a fait observer qu'aux termes de l'article 8 du code électoral, si les conditions de nationalité et de domicile doivent exister au moment où commence la revision de la liste, celle de l'âge ne doit exister que le jour où la liste entre en vigueur.

Il demandait qu'il fût décidé que la condition d'âge ne devrait exister qu'au 1^{er} septembre 1921, date probable de la mise en vigueur des listes nouvelles.

Cette proposition a été admise ; elle consacre un principe admis depuis longtemps dans notre législation électorale.

L'alinéa 2 de l'article 6 serait donc rédigé comme suit :

Les conditions de l'électorat, *hormis celles de l'âge*, le reste comme au texte.

Il serait ajouté un alinéa 3 disant : *Les conditions d'âge devront exister à la date du 1^{er} septembre 1921.*

Les conclusions du présent rapport ont été admises par la Commission qui a l'honneur de proposer à la Chambre l'adoption du projet déposé par le Gouvernement.

Le Rapporteur,

LIONEL PUSSEMIER.

Le Président,

A. MECHELVNCK.

AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 6.

Alinéa 2, modifier comme suit :

Les conditions de l'électorat, *hormis celle de l'âge*, tant pour la Chambre des Représentants que pour la commune, doivent, en ce qui concerne cette révision, être réunies à la date du 1^{er} janvier 1921.

Ajouter un alinéa 3 :

Les conditions d'âge devront exister à la date du 1^{er} septembre 1921.

AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD

ART. 6.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

Aan de vereischten voor het kiesrecht, *behalve dit betreffende den leeftijd*, zoowel voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers als voor de gemeente, moet, wat deze herziening aangaat, voldaan zijn op 1 Januari 1921.

Een lid 3 toe te voegen, luidende :

Aan de vereischten betreffende den leeftijd moet voldaan zijn op 1 September 1921.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 23 FEBRUARI 1924.

Wetsontwerp, betreffende de herziening der kiezerslijsten (1).

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE (2) UITGEBRACHT DOOR DEN HEER PUSSEMIER.

MIJNE HEEREN,

De wet van 31 Maart 1920 bepaalt dat de kiezerslijsten, opgemaakt met het oog op de verkiezingen van 16 November 1919 voor de Wetgevende Kamers, en voorgoed vastgesteld op 25 October van hetzelfde jaar, opnieuw zullen gebruikt worden voor al de verkiezingen voor de Wetgevende Kamers, waartoe, na 16 November 1919, zou worden overgegaan tot dat nieuwe kiezerslijsten voorgoed vastgesteld worden, en dat er in 1920 niet zou overgegaan worden tot de herziening van de kiezerslijsten.

Mochten er dus verkiezingen voor de Wetgevende Kamers plaats hebben vóór 1 Januari 1922, dan zouden daaraan slechts kunnen deelnemen de kiezers, die vóór 25 October 1919 op de lijsten zouden ingeschreven zijn. Inderdaad, bij toepassing van de voorschriften der artikelen 54 en volgende van het Kieswetboek, welke nog steeds van kracht zijn, zou de herziening der lijsten van 25 October 1919 slechts een aanvang nemen op 1 Juli 1921 en gesloten worden op 1 Mei 1922.

Het behoort derhalve dat de kiezerslijsten worden herzien en opgemaakt, zoodat, onder andere, de kiezers, die sedert 1919 kiesgerechtigd geworden zijn, daarop ingeschreven zullen worden.

(1) Wetsontwerp, n^o 112.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer Mechelynck, bestond uit de heeren De Bruycker, Huysmans, Max, Mechelynck, Pepin, Pouillet, Pussemier, Van Belle, Verachtert.

Dat is het hoofddoel van het wetsontwerp, u door de Regeering ter behandeling voorgelegd.

*
* * *

Het was niet gemakkelijk, een wetstekst te maken, krachtens welken men met de herziening der kiezerslijsten vóór 1 Juli aanstaande zou mogen beginnen en andere datums en termijnen zouden gesteld worden in de plaats van die, welke door de bepalingen van titel III van het Kieswetboek zijn bepaald.

Al de kiezerslijsten, de lijsten van de kiezers voor Kamer en Senaat, die van de provinciale kiezers en die van de kiezers voor de gemeente worden gezamenlijk aan herziening onderworpen en, het dient bijna niet in herinnering te worden gebracht, de namen van de kiezers worden op een en hetzelfde stuk ingeschreven.

Welnu, indien, zooals de Regeering het doet uitkomen in de Memorie van Toelichting van het wetsontwerp, de vereischten tot het kiesrecht voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers en die tot het kiesrecht voor de gemeente voorgoed werden vastgesteld, is dit niet het geval met het kiesrecht voor den Senaat en het kiesrecht voor de provincie.

Wanneer de Grondwetgevende Vergadering zal beslist hebben in zake artikel 53 der Grondwet, wanneer de vereischten tot het kiesrecht voor de provincie zullen vastgesteld zijn, zal men moeten voorzien hoe men de personen, die geroepen zijn om deel te nemen aan de senatoriale en de provinciale verkiezingen, zal doen inschrijven op de lijsten, met welke herziening men zal bezig zijn.

De Regeering stelt dus voor, onmiddellijk over te gaan tot de herziening van de lijst der kiezers voor de Kamer en voor de gemeente; en tot vergemakkelijking van de latere inschrijving der senatoriale en der provinciale kiezers op het stuk, dat de volledige lijst van al de kiezers eener gemeente uitmaakt, stelt zij voor, te beslissen dat de datums en termijnen, door de bepalingen van titel III van het Kieswetboek vastgesteld, zullen vervangen worden, voor de herziening der lijsten in 1921, door die, welke een koninklijk besluit zal bepalen.

*
* * *

De Regeering kon er zich niet bij bepalen, eene herziening van de datums en termijnen te vragen.

Het van kracht zijnde Kieswetboek voorziet, als vereischten tot het algemeen kiesrecht, die, welke bij de artikelen 47 en 53 der Grondwet zijn bepaald.

Het is dus klaar dat de tekst der artikelen van titel I van het Kieswetboek in overeenstemming moest gebracht worden met de bepalingen van het nieuw artikel 47 der Grondwet, dat onlangs afgekondigd werd.

Ook komen er in het wetsontwerp onderscheidene artikelen voor, welke toelaten de onontbeerlijke verbetering in het Kieswetboek aan te brengen.

*
* * *

Al de u voorgelegde teksten zouden slechts toepasselijk zijn op de herziening der kiezerslijsten, welke dadelijk zou aanvangen.

De eindherziening van het Kieswetboek zou slechts aanvangen, wanneer de Grondwetgevende Vergadering hare werkzaamheden zou voleindigd hebben.

* * *

De voornaamste bepaling van het wetsontwerp, namelijk de vaststelling bij Koninklijk besluit van de datums en termijnen waartoe de herziening aanleiding geeft, werd door de leden der Commissie eenparig aangenomen.

Enkele opmerkingen werden in 't midden gebracht bij het onderzoek der artikelen.

EERSTE ARTIKEL.

Door een lid werd gevraagd dat het ontwerp eveneens de vereischten tot het provinciaal kiesrecht zou bepalen.

De meerderheid van de leden der Commissie sloot zich daarbij niet aan.

De vereischten tot het provinciaal kiesrecht werden altijd geregeld door eene bijzondere wet; het ontwerp, dat u ter behandeling is voorgelegd, schrijft alleen bestuursmaatregelen voor; het aannemen van gezegd voorstel zou leiden tot het dooreenmengelen van de behandeling eener organieke wet met die eener wet, welke enkel de tenuitvoerlegging regelt.

ART. 2.

Een lid vroeg of men bij n^o 5^o de « redenen van vaderlandschen aard », waarvan het kiesrecht der vrouwelijke kiezers afhankelijk wordt gesteld, niet nader zou kunnen omschrijven.

Het is waar dat in 1919, bij het opmaken der kiezerslijsten, het stemrecht werd verleend aan vrouwen, zonder onderzoek van de oorzaken der veroordeeling of gevangenzetting, door den bezetter uitgevoerd.

Uwe Bijzondere Commissie acht het niet mogelijk, de draagwijdte van de woorden « redenen van vaderlandschen aard » juist te bepalen.

De werkelijke gronden, waarop men de omschrijving zou kunnen steunen, ontbreken : wij bezitten den tekst niet van de vonnissen uitgesproken door de bezettende macht; de gevangenenboeken vermelden slechts zelden de redenen van de opsluiting eener vrouw. Onder die omstandigheden zou het kunnen gebeuren dat eene nadere bepaling, u door uwe Commissie voorgesteld, ofwel even ruim zou zijn als de wetstekst is, ofwel niet toepasselijk zou zijn in de gevallen, waarbij de vrouw wezenlijk eene daad van burgerdeugd volbracht. Om slechts één voorbeeld te geven, hoe zou men, zonder gevaar te loopen zich te vergissen, zoo maar met één zin kunnen bepalen wanneer het overbrengen van brieven geschiedde met eene vaderlandsche bedoeling ?

Uwe Commissie acht het echter gepast, aan al degenen, die zich om eenige reden bemoeien met de herziening der kiezerslijsten, in herinnering te brengen dat tot het verleenen van het kiesrecht aan eene vrouw, om

redenen van vaderlandschen aard, nog al talrijke waarborgen zijn gesteld.

Het hieronder opgenomen Koninklijk besluit van 10 Mei 1919 (1) bepaalt dat het inschrijven van eene vrouw op de kiezerslijsten, om redenen van vaderlandschen aard, afhankelijk is van het inschrijven in een bijzonder register, dat door elke gemeente moet bijgehouden worden, van al de bescheiden betreffende de veroordeeling of de gevangenzetting, welke de belanghebbende kan voorbrengen tot staving van haar recht. De bewoordingen van artikel 3 van dit besluit zijn uitdrukkelijk.

Een ministerieel aanschrijven, eveneens gedagteekend 10 Mei en verschenen in het *Staatsblad* van 12-13 Mei, verklaart den tekst van het Koninklijk besluit.

Na er op gewezen te hebben dat, « zoo de vrouw kiesrecht heeft uit hoofde van veroordeeling of van opsluiting wegens vaderlandsche redenen, de desbetreffende omstandigheden dan ook het voorwerp uitmaken van

(1) ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstige, Heil.

Gezien de wet van 9 Mei 1919 op het opmaken der kiezerslijsten voor de aanstaande vernieuwing der Wetgevende Kamers;

Gezien artikel 68 van het Kieswetboek, waarin gezegd : « de lijsten worden opgemaakt volgens het model gevoegd... behoudens de noodige wijzigingen bij Koninklijk besluit te bepalen »;

Op voorstel van Onzen Minister van Binnenlandsche Zaken,

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. De kiezerslijsten voor de aanstaande vernieuwing der Wetgevende Kamers zullen overeenkomstig het bij dit besluit gevoegd model opgemaakt worden.

Art. 2. De bijzondere, in de vierde kolom van dit lijst-model bedoelde registers, kolom voor de aanvullende aanduidingen tot het vaststellen van sommige bijzondere voorwaarden voor het toekennen van het stemrecht aan de vrouwen, worden door de colleges van burgemeester en schepenen bijgehouden.

Art. 3. In deze registers zullen, algeheel of bij uittreksels, overgeschreven worden, de bescheiden, processen-verbaal, bewijzen, plakbriefven, afkondigingen, enz., tot vaststelling namelijk : wat de voor den vijand gesneuvelde of doodgeschoten burgers betreft, de omstandigheden van den dood (doodgeschoten, geëlectrocuteerd bij het oversteken der grens, overlijden, ten gevolge van verwondingen en kneuzingen, enz.); wat de veroordeelde en voorloopig in hechtenis genomen vrouwen betreft, de redenen — van vaderlandschen aard — die tot de veroordeeling of inhechtenisneming leidden; aard der straf, plaats en duur der hechtenis.

Art. 4. Tot het opmaken van het bijzonder register der doodgeschoten of voor den vijand gesneuvelde burgers zullen de burgemeesters, op wier grondgebied de moord werd gepleegd, een proces-verbaal opmaken of doen opmaken met de korte aanstipping der feiten, aanduiding der namen en datums.

Indien het slachtoffer in eene andere gemeente was gehuisvest, zal afschrift van het proces-verbaal, behoorlijk voor echt gewaarmerkt door den burgemeester, overgemaakt worden aan den burgemeester van de gemeente, waar de gedooide burger zijn woonplaats had, ten einde in het bijzonder register te worden overgeschreven.

Art. 5. De bepalingen der artikelen 66, litt. B, 83 en 84 van het Kieswetboek zijn toepasselijk op de hierboven bedoelde bijzondere registers.

Art. 6. Onze Minister van Binnenlandsche Zaken is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 10^{en} Mei 1919.

ALBERT.

Van 's Konings wege :

De Minister van Binnenlandsche Zaken,

CH. DE BROQUEVILLE.

processen-verbaal, verzameld in een register waarvan nummer of bladzijde aangemerkt worden in bedoelde kolom », zegt het verder, « dat geen enkele bijzondere vorm voorgeschreven is voor het opmaken der processen-verbaal. »

Het aanschrijven voegt er bij, en dit dient te worden onderlijnd :

« Het beoordeelen van den vaderlandschen aard der daad, welke tot gevangenis of hechtenis aanleiding gaf, kan kiesch zijn. De commissie der binnenlandsche zaken, belast met het onderzoek van het ontwerp van wet op het opmaken der bedoelde kiezerslijsten, wijst in haar ten Senaat neergelegd verslag er op, dat er geen spraak is het kiesrecht te verleenen aan de talrijke vrouwen die tijdens de bezetting gevangen of voorloopig in hechtenis genomen werden wegens ongeoorloofden eetwaren-verhandeling buiten den handel om of die eetwaren van eene gemeente naar eene andere gesmokkeld hebben; integendeel, veroordeeling of voorloopige hechtenis wegens bespieding, om aan onze landgenooten het overgaan naar het leger vergemakkelijkt te hebben, billijkt het toekennen van het kiesrecht.

» De gemeentebesturen moeten in hun oordeel deze voorbeelden als grondslag nemen ».

Het Koninklijk besluit van 10 Mei 11., bekendgemaakt in het *Staatsblad* van heden, bepaalt het model van kiezerslijst, dat van toepassing is bij de eerstkomende herkiezing voor de Wetgevende Kamers in bovengemelden zin; dit besluit vermeldt de toepassing van de bepalingen der artikelen 66, litt. b, 83 en 84 van het Kieswetboek op de bijzondere registers bedoeld in de vierde kolom van het model.

Is het dus bewezen, dat onnauwkeurigheden voorkomen in eene of andere vermelding der lijsten of registers, naar welke zij verwijzen, of werd de voorgeschreven overschrijving in de bijzondere registers niet gedaan, dan dient de vrouw, die als kiezer op de lijst werd ingeschreven, te bewijzen dat zij de betwiste vereischten bezit.

Om de nasporingen in de bijzondere registers te vergemakkelijken, worden de gemeentebesturen verzocht, daaraan eene alphabetische inhoudsopgave toe te voegen.

Krachtens artikel 66, litt. b, van het Kieswetboek is de burgemeester gehouden, uittreksels uit deze registers tegen eene vergelding van 5 centiem per uittreksel af te leveren aan alwie zulks aanvraagt.

De Commissie is het eens met de hierboven vermelde beschouwingen.

Zij wijst inzonderheid op het feit, dat de beslissingen, in deze zaak door het college van burgemeester en schepenen genomen, steeds vatbaar zijn voor contrôle en dat door middel van de openbare rechtsvordering deze zelfde beslissingen onderworpen worden aan het oordeel der hoven van beroep.

ART. 4.

Daar men over een langeren tijd heeft beschikt om de lijst der gemeentekiezers van het mannelijk geslacht op te maken, werd deze laatste nauwkeuriger samengesteld dan de lijst der algemeene kiezers opgemaakt in 1919.

Dientengevolge vroeg een lid, bij alinea 2, dat de eerstgemelde lijst ten grondslag diene aan de herziening, waarmede eerlang een begin zou worden gemaakt.

Dit voorstel werd niet aangenomen, daar het slechts door drie stemmen werd goedgekeurd, terwijl drie leden er tegen stemden.

De herziening van de lijst van 1919 is noodzakelijk om toe te laten dat de rechten der daarop voorkomende kiezers worden onderzocht, vermits deze kiezers niet ingeschreven zijn op de kiezerslijsten voor de gemeenten.

Daarenboven, vermits de herziening der beide lijsten gelijktijdig geschiedt en de naam van al de kiezers, zoowel algemeene als gemeentekiezers, op de bladen van een en het zelfde stuk wordt vermeld, zal de naam der kiezers, die niet op de kiezerslijsten van 1919, maar wel op de lijst der gemeentekiezers voorkomen, gemakkelijk gevonden worden.

ART. 5.

Een lid vroeg dat dit artikel zou weggelaten worden : het werk, aan de reeds overlaste gemeentebesturen opgelegd, zou aanzienlijk zijn; het nut van dit werk zou bewistbaar zijn, vermits geene gemeenteverkiezingen vóór 1927 te voorzien zijn; in elk geval zou de uitgave wegens het drukken van de lijst der vrouwelijke kiezers aanzienlijk zijn.

Het voorstel werd verworpen met 4 tegen 2 stemmen.

Gemeenteraadsverkiezingen kunnen steeds noodig zijn; een gemeenteraad kan altijd gezamenlijk zijn ontslag nemen; nu de E. V. van toepassing is op de gemeenteraadsverkiezingen, moet men, namelijk, de mogelijkheid voorzien, tot verkiezingen over te gaan om aan de minderheden de hun toekomende zetels te verzekeren; het ware bijgevolg niet voorzichtig, af te zien van het beginsel der jaarlijksche herziening van de lijsten.

ART. 6.

Bij alinea 2 stelt de Regeering voor, te beslissen dat, voor de eerstkomende herziening der lijsten, aan de vereischten tot kiesbevoegdheid moet voldaan zijn op 1 Januari 1921.

Een lid deed opmerken dat, krachtens artikel 8 van het Kieswetboek, zoo aan de vereischten van nationaliteit en van verblijf moet voldaan zijn op het oogenblik waarop de herziening der lijst begint, aan het vereischte van leeftijd daarentegen slechts moet voldaan zijn den dag waarop de lijst van kracht wordt.

Het lid vroeg dat aan het vereischte betreffende den leeftijd niet zou moeten voldaan zijn dan op 1 September 1921, vermoedelijken datum waarop de nieuwe lijsten van kracht worden.

Dit voorstel werd goedgekeurd; het bevestigt een beginsel, dat sedert lang in onze kieswetten is aangenomen.

Alinea 2 van artikel 5 zou dus luiden als volgt :

« Aan de vereischten tot kiesbevoegdheid, *behalve dit betreffende den leeftijd* » het overige zooals in den tekst.

Een lid 3 zou toegevoegd worden, luidende :

Aan de vereischten betreffende den leeftijd moet voldaan zijn op 1 September 1921.

De besluiten van het onderhavig verslag werden aangenomen door de Commissie; deze heeft de eer aan de Kamer voor te stellen, het door de Regeering ingediende ontwerp aan te nemen.

De Verslaggever,

LIONEL PUSSEMIER.

De Voorzitter,

A. MECHELYNCK.



AMENDEMENTS
PRÉSENTÉS PAR LA COMMISSION.

ART. 6.

Alinéa 2, modifier comme suit :

Les conditions de l'électorat, *hormis celle de l'âge*, tant pour la Chambre des Représentants que pour la commune, doivent, en ce qui concerne cette revision, être réunies à la date du 1^{er} janvier 1921.

Ajouter un alinéa 3 :

Les conditions d'âge devront exister à la date du 1^{er} septembre 1921.

AMENDEMENTEN
DOOR DE COMMISSIE VOORGESTELD.

ART. 6.

Lid 2 te wijzigen als volgt :

Aan de vereischten voor het kiesrecht, *behalve dit betreffende den leeftijd*, zoowel voor de Kamer der Volksvertegenwoordigers als voor de gemeente, moet, wat deze herziening aangaat, voldaan zijn op 1 Januari 1921.

Een lid 3 toe te voegen, luidende :

Aan de vereischten betreffende den leeftijd moet voldaan zijn op 1 September 1921.